Bilan et perspectives de la mobilisation "plan d'urgence pour le 93"

Après des mois de préparation, dont nous avions déjà parlé, la mobilisation pour le Plan d'urgence 93 est en train de connaître une dynamique ascendante. Si l'intersyndicale, récemment élargie à FO, dirige en partie et pour l'instant ce mouvement, ce sont les AG d'établissements, de ville et de département qui sont le cœur de l'action. Quelles sont les perspectives politiques et pratiques de cette mobilisation ?

Une dynamique réelle confirmée durant toute la semaine

Dès lundi 26, jour de rentrée, les chiffres sont rapidement tombés : dans certains collèges, pas particulièrement habitués à se mobiliser, les taux de grévistes frôlent les 80 %. De nombreux établissements (lycées, lycées professionnels, collèges, écoles) connaissent des taux de 50 %, 60 % de grévistes. Des piquets de grève sont installés, avec des banderoles, distributions de tracts et, par endroits, sont renforcés par la présence de député·e·s (FI) ou d'équipes municipales. Souvent, les personnels de vie scolaire sont complètement ou partiellement en grève. Chaque bassin de Seine-sain--Denis est touché.

Très vite, les premiers compte-rendus d'assemblées générales d'établissements ou de ville, tenus dans la foulée, évoquent la reconduction de la grève au lendemain.

L'après-midi, une action contre le lycée privé Stanislas, lycée modèle de feu la ministre de l'éducation Oudéa-Castera à été empêchée par la police. Des centaines de collègues, pour certain·e·s novices dans les mobilisations, se sont retrouvé·e·s nassé·e·s sous une pluie battante.

L'assemblée générale, convoquée à la bourse du travail de Paris, a réuni 160 collègues dont 60 représentaient directement des AG d'établissements ou de ville. La reconduction de la grève à été votée à l'unanimité.

Le lendemain, mardi 27 mars, d'autres établissements se sont joint au mouvement : les taux de grévistes ont augmenté, plusieurs nouvelles structures étaient touchées. La majorité des collèges les plus mobilisés (à Tremblay-en-France, Sevran, Noisy-le-Sec …) ont maintenus des taux de grévistes très élevés. Le rassemblement devant la DSDEN a regroupé des centaines de collègues et l'AG plus de 200, soit encore plus que la veille. La reconduction de la grève à de nouveau été votée à une très large majorité (reconduite ensuite lors de l'AG de jeudi 29/02 au vendredi 30/01). De plus, ce sont les

moyens d'actions « collèges morts » qui ont suscité un taux d'approbation élevé : avec l'aide des parents, qui gardent leurs enfants à la maison, les enseignant·e·s et membres de la communauté éducative gardent du temps pour eux/elles et pour rester mobilisés.

Une conjonction d'agenda, de rythme et de contradictions

L'intersyndicale, par un travail de moyen terme engagé depuis plusieurs mois, a réussi à construire un mouvement revendicatif fort, dans un cadre favorable marqué par le succès des manifestations et grèves du 1er février (suivies du départ de l'ex-ministre Oudéa-Castera) d'une part et de la contre-réforme autour du choc des savoirs et des groupes de niveaux de Gabriel Attal portée par la nouvelle ministre Nicole Belloubet. Le cadre de mobilisation est porté par les assemblées générales de grévistes qui sont encouragées à poursuivre le mouvement. En clair, pour l'instant, les calendriers, les dynamiques de lutte et les moyens d'actions convergent entre les deux pôles dynamiques du mouvement. AG et Intersyndicale se soutiennent mutuellement. C'est d'ailleurs en ce sens qu'il faut comprendre l'arrivée de FO dans l'intersyndicale : parce que la dynamique est puissante, des syndicats jusqu'alors en retrait prennent le parti de la conflictualité (autant probablement pour gagner sur les revendications que pour ne pas être marginalisés).

Progressivement, les Assemblées Générales ont fait émerger la date du 7 mars en tant que catalyseur : ce n'est pas une perspective, mais plutôt une journée d'action forte dont pourraient s'emparer largement les collègues des différents degrés. C'est dans ce sens que le SNUIPP 93, syndicat majoritaire dans les écoles élémentaires appelle à faire grève massivement en primaire, le 7 et le 8 mars, lors de la grève féministe. Or appeler à la mobilisation n'est pas suffisant : il est absolument nécessaire que les équipes militantes construisent la grève sur le terrain, en allant au contact des collègues. En particulier parce que les professeur·e.s des écoles doivent déposer des intentions de grève 48h à l'avance.

Des éléments moteurs qui devront faire face aux risques de tentatives de division du mouvement

De fait, les enseignant·e·s de collèges sont la locomotive de cette mobilisation, par leur disponibilité à la lutte contre l'abominable tri des élèves dès la 5e. En effet, la réforme portée par Nicole Belloubet accentue la ségrégation en milieu scolaire : par leurs évaluations, les enseignant·e·s de collège, en français et en mathématiques particulièrement, contribueront à trier les élèves en différents groupes. Chacun de ces groupes sera composé d'élèves du même niveau, créant de fait une ségrégation entre les bons élèves et les élèves avec difficultés. Attaché à une découverte du milieu professionnel dès la 5ème, ce système permettra d'orienter dès 13 ans les élèves en fonction de leur niveau : les plus faibles en alternance et lycée pro (ce qui est déjà le cas, mais ce qui sera démultiplié), les autres en technologique et général, avant de repasser à la moulinette du tri social avec Parcoursup.

Dès lors, la mobilisation pour un plan d'urgence du 93 entre en corrélation avec la colère des enseignant·e·s de collèges, dont la mobilisation spécifique et nationale n'a pas encore vraiment démarrée, car toutes les académies n'ont pas fait leur rentrée. Cela permet donc une dynamique réelle mais qui risque de se heurter bientôt à un calendrier alternatif : celui du mouvement propre au collège. Il est tout à fait probable

que les calendriers de l'intersyndicale du collège et celui pour le plan d'urgence 93 ne coïncide pas, afin que les bureaucraties puissent garder la main sur ceux-ci. Le seul moyen pour contrer cette potentialité est de maintenir des Assemblées Générales de grévistes fortes, qui gardent l'initiative et qui soient capable de décider de leur propre rythme de mobilisation.

L'auto-organisation, clé de la réussite de la mobilisation

Deux des éléments centraux d'une possibilité d'entrer dans une grève de masse se retrouvent ici : la nécessité pour les bureaucraties de montrer leur disponibilité à la lutte (on a entendu des cadres syndicaux dire en AG que « les grèves saute-mouton ne fonctionnent plus ») et la combativité des membres du personnel éducatif par les AG. Pour l'instant, une cohabitation constructive se maintient, afin de réussir à entraîner largement de nouveaux/elles collègues dans la grève à partir du 7 mars. Cette date sera un second souffle au mouvement, un pas de plus franchi dans la construction d'un vrai rapport de force contre la politique de destruction de l'éducation nationale enclenchée par Macron depuis bientôt 8 ans. Ce tremplin permet la jonction avec la grève féministe du 8 mars, dont le secteur particulièrement féminisé qu'est l'éducation nationale est un enjeu central.

Si le mouvement prend de l'épaisseur, de l'envergure, notamment en dehors du 93 (comme c'est déjà timidement le cas en Île-de-France), l'enjeu est de vraiment déporter

les revendications pour l'ensemble de la profession, à l'échelle nationale tout en mettant en évidence que les réformes localisées contre secteurs (ici les groupes de niveau, hier la réforme du lycée professionnel, avant-hier parcoursup) ne participent que d'une même logique qui vise à continuer de détruire l'éducation nationale au profit d'une éducation privatisée. Pour cela, il est nécessaire que l'intersyndicale soit plus large que celle du 93 et appelle l'ensemble des établissements à la lutte. Cependant, pour que cette politique puisse être portée largement, en particulier dans les AG, il faut donner les moyens aux grévistes de se battre : il est nécessaire de mettre en place un caisse de grève, contrôlée par des grévistes eux/elles-mêmes.

On peut d'ores et déjà parier que les 7 et 8 mars seront des journées de grève réussies. La question est maintenant celle de l'extension du mouvement : autant à l'échelle du 93 que du côté des collèges, au niveau national. L'auto-organisation permet de faire franchir des bonds aux collègues mobilisé.e.s, par une pratique de démocratie directe. Il faut maintenant réussir à s'assurer que ces AG essaiment, et contrôlent la dynamique et la temporalité de la mobilisation.

Tristan Daul, le 4 mars 2024